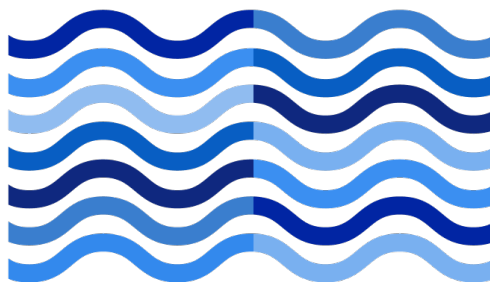


L7

United Kingdom 2021



LABOUR 7 (L7) Priorités clés pour la présidence du G7 en 2021

26 Février 2021

En avril 2020, le L7 a appelé le G7 à agir de manière coordonnée face à la propagation rapide et étendue du virus du SRAS-CoV-2 et à renforcer la coopération et la coordination internationale avec le G20. Le G7 n'a pas répondu aux attentes et a été largement absent de la lutte mondiale contre la pandémie et la crise économique qui s'en est suivie. Sous la présidence britannique, le G7 peut reprendre ses responsabilités pour agir et pour s'attaquer aux causes profondes du ralentissement économique, en collaboration avec les partenaires sociaux. Il devrait le faire également en prévision de la COP26.

La crise à laquelle nos sociétés sont confrontées aujourd'hui est sans précédent et se joue à plusieurs niveaux. De nombreux gouvernements ont réagi rapidement et ont déployé des mesures d'urgence pour protéger les travailleurs, les ménages et l'économie à court terme. Nombre de travailleurs continuent d'être exposés à d'énormes risques, non seulement ceux en première ligne des soins de santé, mais aussi ceux qui protègent notre sécurité alimentaire et fournissent d'autres services vitaux. Le G7 doit être l'occasion pour les dirigeants non seulement d'exprimer leur gratitude, mais aussi de reconnaître la valeur de ces emplois, en s'engageant à améliorer les conditions de travail, à augmenter les salaires et à accroître les investissements publics dans les soins de santé, l'éducation, les services publics au sens large et la recherche. Un relèvement des salaires contribuerait à la demande globale, donc à la croissance et, en fin de compte, à la résilience.

Les défis que doit relever la communauté internationale sont immenses. Elle doit redoubler d'efforts pour lutter contre la pandémie, tout en travaillant collectivement pour ouvrir la voie à une reprise durable et à une résilience solidement fondée sur les valeurs démocratiques, la justice sociale et un nouveau contrat social. Il s'agit de

reconstruire les économies et les sociétés avec l'ambition de lutter contre les inégalités et le changement climatique. La coordination multilatérale et l'évolution collective vers un nouveau modèle de croissance n'ont jamais été aussi importantes. Il s'agit de s'assurer que les chaînes de valeur mondiales soient régies par les droits des travailleurs et par le devoir de vigilance. Les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail décent et les principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme doivent servir de base.

Le Royaume-Uni a défini un programme ambitieux pour la présidence du G7 cette année:

- Protéger la santé des personnes et renforcer notre capacité de résistance
- Lutter contre le changement climatique et protéger notre planète
- Promouvoir notre prospérité future et défendre le commerce libre et équitable
- Se faire le champion de l'action mondiale et soutenir nos valeurs démocratiques

Nous saluons ces engagements, mais nous pensons qu'ils peuvent aller plus loin en termes d'ambition. Ils doivent par exemple pouvoir s'appuyer sur les réalisations passées du G7, notamment la déclaration tripartite du G7 (2019) et les travaux sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le L7 appelle les gouvernements du G7 à impliquer les partenaires sociaux dans leurs discussions et à relever l'ambition de la présidence cette année autour de ses quatre objectifs :

“Se faire le champion de l'action mondiale et soutenir nos valeurs démocratiques”

Le G7 doit se montrer ferme sur les principes de l'État de droit et les droits de l'Homme, au sein de ses sociétés et en lançant un appel en faveur des droits du travail dans le monde entier, y compris le long des chaînes de valeur mondiales. En particulier :

- Le G7 doit reconnaître que le dialogue social et la négociation collective sont au cœur des valeurs démocratiques, étayées par les conventions 87 et 98 de l'OIT qui doivent être promues en soi, et reconnaître que, sans démocratie sur le lieu de travail, nous continuerons à assister à un déclin de la participation démocratique.
- Les politiques antiracistes et antidiscriminatoires doivent faire partie de l'agenda du G7, compte tenu des discriminations à long terme, des récents scandales et des protestations de masse qui ont balayé les sociétés du G7 et au-delà. La démocratie sur le lieu de travail et la négociation collective en particulier sont des outils fondamentaux dans la lutte contre l'injustice raciale dans l'économie et dans la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe, l'origine, contre les communautés LGBTQ+, les migrants et les réfugiés, et les personnes handicapées.

“Protéger la santé des personnes et renforcer notre capacité de résistance”

Le G7 devrait renforcer la coopération internationale sur la pandémie, notamment en matière de coopération scientifique, de fabrication et de distribution de vaccins et de tests, de fournitures médicales et d'assistance - afin de garantir qu'elles soient accessibles à tous. Le G7 devrait soutenir les dirigeants de l'OMS et de l'OMC, rejeter le nationalisme en matière de vaccins et collaborer avec d'autres instances, notamment le G20, l'OCDE et les organisations des Nations unies. La sortie de crise doit aller de pair avec la

reconstruction des systèmes de santé publique et non avec un retour à l'austérité. Le G7 devrait en particulier :

- Reconnaître officiellement le Covid-19 comme une maladie professionnelle et prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la santé de tous les travailleurs, y compris un retour sans danger sur le lieu de travail, et fournir des équipements de protection individuelle et une formation adéquats.
- Reconnaître la santé et la sécurité au travail (SST) comme un droit fondamental au travail et la mise en œuvre des principales conventions de l'OIT sur la santé et la sécurité au travail comme un élément clé des accords commerciaux justes et des chaînes d'approvisionnement mondiales éthiques.
- Prolonger ou maintenir des congés de maladie et de soins correctement rémunérés pour tous les travailleurs dans le cadre de la lutte contre la pandémie.
- S'engager à réaliser des investissements publics dans le secteur de la santé afin d'améliorer sa résilience et ses conditions de travail, et soutenir les pays en développement dans cette même entreprise par le biais de la coopération internationale.
- Garantir un accès libre, transparent et universel aux vaccins, aux tests et aux traitements (au niveau mondial grâce au leadership de l'OMS et à la suspension des ADPIC par l'OMC et à la prévention des barrières commerciales) et, ce faisant, prévenir une fracture nord-sud. Le bien public doit prévaloir sur les intérêts des grandes entreprises pharmaceutiques ou de la spéculation financière - la responsabilité des entreprises sera essentielle et le contenu des contrats d'achat de vaccins doit être publié.
- Soutenir les efforts internationaux pour la suspension et la réduction de la dette, et la création de nouvelles sources de financement pour les pays en développement. Cela doit inclure les revenus générés par une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux du FMI à des fonds soutenant les pays en développement et l'APD (maintenue à un niveau égal ou supérieur à 0,7 %) en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire sans obligation de poursuivre les réformes structurelles.
- Travailler avec le G20 à la mise en place de systèmes de protection sociale universels, notamment en vue de la création d'un Fonds mondial de protection sociale qui permettrait un accès libre et universel aux services médicaux et de santé publics.
- Garantir aux migrants un accès universel et gratuit aux traitements et aux vaccins, quel que soit leur statut migratoire.

“Promouvoir notre prospérité future”

Les gouvernements du G7 devraient préserver les emplois et les revenus à court terme et créer les conditions d'une reprise progressive et d'une plus grande résilience des économies :

- Prolonger ou étendre les mesures de soutien en cas de crise, y compris les programmes de maintien de l'emploi et le soutien au revenu aussi longtemps que nécessaire, et cibler les groupes sociaux les plus touchés par la crise avec un

soutien direct au revenu et des mesures qui réduisent l'impact sur les ménages (travailleurs à faible revenu, travailleurs atypiques, indépendants, femmes, jeunes, migrants et réfugiés).

- Passer à des plans de relance coordonnés qui créent des emplois de qualité (y compris dans le secteur public et dans des professions respectueuses du climat) et investir dans des politiques actives du marché du travail (y compris le développement des agences publiques et d'orientation professionnelle, ainsi que la formation et l'apprentissages accessibles à tous).
- Agir pour que le Cadre inclusif du G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéficiaires (BEPS) produise accord sur les défis fiscaux de la numérisation en 2021, y compris un accord sur un plancher d'imposition minimale pour mettre fin à la concurrence fiscale mutuellement destructrice et pour promouvoir une meilleure redistribution des richesses et davantage d'investissements publics par des systèmes d'imposition plus équitables et plus progressifs, y compris avec une taxe sur les profits excessifs.
- S'attaquer aux inégalités de revenus et de richesses par des résultats équitables sur le marché du travail en renforçant les institutions du marché du travail (y compris les salaires minimums et les négociations collectives) et, inverser les réformes structurelles qui ont permis la prolifération des emplois précaires, y compris le travail de plateforme.
- Lutter contre les inégalités entre les sexes, notamment les écarts de rémunération et de pension, la ségrégation et l'exclusion des femmes du marché du travail, le manque de valorisation du travail de soins informels et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. À cette fin, le L7 doit pouvoir participer au Conseil du G7 sur l'égalité des sexes. Le G7 doit poursuivre ses efforts en faveur de l'émancipation, y compris économique, des femmes et des filles.
- Soutenir les jeunes, fortement touchés par la crise, dans la transition entre l'éducation et le marché du travail par des programmes de formation complémentaire et de création d'emplois.
- Élaborer des plans pour lutter contre l'injustice raciale, y compris de meilleures mesures pour surveiller les disparités raciales sur le lieu de travail, notamment par le biais de rapports obligatoires sur les écarts de rémunération liés à l'origine ethnique.
- Remettre l'équité dans le commerce international et la responsabilité des entreprises à l'ordre du jour du G7 et renforcer les instruments internationaux existants qui promeuvent les droits du travail et l'obligation du devoir de vigilance avec des normes de travail et environnementales applicables dans les traités et accords commerciaux et d'investissement.
- Donner suite à la déclaration du G7 avec les institutions internationales, notamment l'OIT, l'OCDE et le FMI, et encourager la collaboration, la cohérence des politiques et les réponses multilatérales à la crise. Plus précisément, reconnaître le pouvoir de l'OIT d'établir des normes en matière d'emploi.

“Lutter contre le changement climatique et protéger notre planète ”

Le G7 devrait montrer la voie à suivre pour s’orienter vers une vision à plus long terme, repenser le modèle de croissance actuel et le fonder sur la justice sociale. Il devrait s’efforcer de mettre en œuvre l’accord de Paris sur le climat dans la perspective de la COP26 et :

- Créer des emplois de qualité grâce à des plans d’emploi respectueux du climat et à des stratégies de transition justes conçues avec les partenaires sociaux qui garantissent la protection et la formation des personnes travaillant dans les industries à forte intensité de carbone ;
- Inclure des objectifs de création d’emplois de qualité et des politiques et mesures de transition juste dans les contributions déterminées au niveau national membres du G7.
- Accroître les dépenses en matière d’infrastructures vertes en appliquant une démarche régionale et locale ;
- Favoriser la coordination des politiques industrielles du G7 qui conduisent à des économies plus inclusives et plus vertes, et qui comblent les fossés numériques par des investissements et des marchés publics ciblés ;
- Soutenir les pays en développement touchés par le changement climatique et la migration climatique.

Le L7 représente les centrales syndicales nationales des pays du G7. Cette année, elle est coordonnée par le Trade Union Congress (TUC), la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Commission syndicale consultative auprès de l’OCDE (TUAC).